

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/COL/2

3 août 2004

(04-3300)

Comité des licences d'importation

Original: espagnol

## RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION<sup>1</sup>

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur  
les procédures de licences d'importation

### COLOMBIE

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 30 juillet 2004.

#### Description des régimes

1. Conformément à l'article 3 de la Loi n° 7a de 1991 qui régit le commerce extérieur, les importations et les exportations de produits s'effectuent selon le principe de la liberté des échanges. La Loi n° 7a habilite le Conseil supérieur du commerce extérieur à définir les modalités et conditions suivant lesquelles s'effectuent les importations et les exportations.

En ce qui concerne les importations, il existe un régime de "libre importation" qui fonctionne de façon similaire au régime des licences automatiques et un régime de "licence préalable" qui s'apparente au régime des licences non automatiques.

## **II. LICENCES AUTOMATIQUES**

2. Exception faite des marchandises relevant du régime de licence préalable, en Colombie, les importations s'effectuent librement, sur simple présentation de la déclaration d'importation à l'autorité douanière au moment de l'entrée sur le territoire colombien. Le Décret n° 2680 de 1999, dispose que, pour les importations réalisées dans le cadre d'un Programme spécial d'importation-exportation et pour quelques importations assujetties à des descriptions minimales et au visa des pouvoirs publics, il faut présenter l'enregistrement des importations (dénommé licence automatique au niveau international) auprès du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme (ci-après dénommé MCIT).

C'est la Direction générale du commerce extérieur du MCIT qui est chargée d'enregistrer les importations, en tant que de besoin, selon les critères et procédures énoncés aux articles 1<sup>er</sup> à 20 de la Résolution n° 001 du 2 janvier 1995 du Conseil supérieur du commerce extérieur.

3. Ce régime s'applique à tous les pays, sauf disposition contraire.

---

<sup>1</sup> Le questionnaire est annexé au document G/LIC/3.

4. Le régime des licences automatiques n'a pas pour objet de limiter la quantité ou la valeur des importations. Il a essentiellement pour objet de mettre en oeuvre la politique de commerce extérieur, notamment pour ce qui concerne les questions douanières et le régime de change.

5. Le Décret-loi n° 444 de 1967 et la Loi n° 7a de 1991. La Loi n° 7a de 1991 porte établissement du Conseil supérieur du commerce extérieur, organe supérieur en la matière, chargé de déterminer le régime d'importation applicable aux différents produits du tarif douanier.

#### Modalités d'application

6. Il n'y a pas de produits dont l'importation soit soumise à des restrictions, en volume ou en valeur. (Voir plus haut le paragraphe 4.)

7. a) Le cas échéant, les demandes d'enregistrement des importations ou de licences automatiques doivent être déposées auprès de la Direction du commerce extérieur du MCIT, au moins deux jours avant que les marchandises ne soient dédouanées.

b) Lorsque des marchandises arrivent à la frontière sans que cette condition n'ait été satisfaite, l'importateur peut, à ses frais et à ses risques, demander à la Direction générale du commerce extérieur du MCIT d'enregistrer l'importation. Une fois l'importation enregistrée, les marchandises doivent être mises sur le marché national dans les deux mois suivant leur arrivée. Dans le cas contraire, l'importateur devra opter pour la réexportation, l'abandon ou la régularisation, prévus dans la législation douanière (Décret n° 2685 de 1999).

c) La période de l'année pendant laquelle les demandes d'enregistrement peuvent être déposées n'est pas limitée.

d) La Direction du commerce extérieur du MCIT est chargée de traiter les demandes d'enregistrement d'importation. Actuellement, l'enregistrement se fait en un jour.

Conformément au Décret n° 2680 de 1999, le visa s'entend des formalités préalables à l'importation des produits qui sont assujettis à un enregistrement sanitaire ou à une autorisation préalable d'ordre sanitaire, à une norme technique obligatoire, à un permis phytosanitaire ou zoosanitaire qui exigent une licence ou un registre des ventes, un certificat d'émissions par essai dynamique ou un contrôle visant à protéger la couche d'ozone. En outre, l'importation des produits ci-après est assujettie à un visa préalable: ressources piscicoles, véhicules et leurs parties non soumis à une norme technique obligatoire, matériel de surveillance et de sécurité privée, isotopes radioactifs et matières radioactives, vêtements à usage réservé à la force publique et hydrocarbures et essence.

8. L'enregistrement d'une importation peut être retiré s'il n'est pas satisfait aux prescriptions légales ou si les renseignements fournis par l'importateur sont inexacts ou imprécis. Les retraits sont toujours motivés.

#### Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander un enregistrement

9. Toute personne physique ou morale du secteur privé peut déposer une demande d'enregistrement d'importation.

### Documents et autres formalités à remplir lors de la demande de licence

10. Les demandes d'enregistrement d'importations doivent être présentées sur les formulaires prévus à cet effet par la Direction du commerce extérieur, au verso desquels figurent des instructions à l'intention de l'utilisateur.

La Résolution n° 001 de 1995 habilite l'INCOMEX (aujourd'hui Direction du commerce extérieur du MCIT) à déterminer quels documents il faut joindre aux demandes d'importation, et les utilisateurs en sont informés par voie de circulaires.

11. Les documents exigés pour l'importation effective sont ceux qui sont indiqués dans le Décret n° 2685 de 1999 (Régime douanier) et dans l'Arrêté d'application n° 4240 de 2000 de la Direction des douanes et impôts nationaux, à savoir: document d'enregistrement ou licence d'importation, facture commerciale, document de transport, certificat d'origine dans certains cas, documents requis par des dispositions spéciales, pouvoir ou mandat, éventuellement liste de colisage et déclaration d'importation.

12. La délivrance du document d'enregistrement d'une importation est gratuite. En revanche, le formulaire d'importation est délivré moyennant une redevance de 10 dollars EU environ.

13. La délivrance du document d'enregistrement n'est assortie d'aucune condition de versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable.

### Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité des licences d'importation automatiques est indiquée dans la Résolution n° 001 de 1995 du Conseil supérieur du commerce extérieur. Elle est actuellement de six mois à compter de la date d'enregistrement. Dans le cas des biens d'équipement figurant dans la liste établie à cet effet par le Conseil supérieur du commerce extérieur, elle est de 12 mois à compter de la date d'enregistrement.

Les licences automatiques ou enregistrements peuvent être utilisés pendant toute la durée de leur validité, même en cas de changement de régime d'importation, pour tout ou partie des marchandises couvertes.

Les licences automatiques ou enregistrements d'importations peuvent être prorogés de trois mois au maximum si les conditions et modalités requises pour l'enregistrement initial sont remplies et si aucun des produits concernés n'a fait l'objet d'un changement de régime d'importation. Dans des cas exceptionnels, dûment justifiés, en particulier lorsqu'il s'agit de biens d'équipement de fabrication spéciale ou lorsque les produits sont difficiles à obtenir sur le marché international en raison d'une pénurie, le Sous-Directeur des registres du commerce extérieur peut accorder de nouvelles prorogations pour des périodes successives de trois mois chacune au maximum.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation ou d'utilisation partielle d'une licence automatique ou d'un enregistrement.

16. Les licences automatiques ou enregistrements d'importation peuvent être modifiés, en cas de changement d'importateur, auquel cas la demande à cet effet doit être signée par le cédant et le cessionnaire.

17. Non.

Autres formalités

18. Non.

19. Il n'incombe pas à la Direction du commerce extérieur de déterminer si les devises nécessaires pour le règlement des importations sont disponibles. Actuellement, des devises sont disponibles à concurrence de la valeur des importations.

**III. LICENCES NON AUTOMATIQUES**

1. Le Comité des importations du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme (MCIT) applique la politique d'importation et les critères établis par le Conseil supérieur du commerce extérieur pour la délivrance des licences d'importation non automatiques.

Objet et champ d'application du régime de licences non automatiques

2. Les articles 21 à 25 de la Résolution n° 001 de 1995 du Conseil supérieur du commerce extérieur établissent les critères et procédures que doit appliquer le Comité des importations du MCIT dans le régime des licences non automatiques. Le régime des licences préalables s'applique aux produits classés comme relevant de la sécurité nationale (explosifs, armement et autre matériel de guerre), aux produits chimiques utilisés dans la fabrication et le traitement des stupéfiants, aux marchandises défectueuses, usagées, soldées et aux résidus, aux marchandises faisant l'objet d'une demande d'exonération des droits de douanes, à celles qui relèvent du régime de licence annuelle, aux importations sans paiement et aux importations des organismes publics.

3. Ce régime s'applique à tous les pays, sauf disposition contraire.

4. Le régime des licences non automatiques n'a pas pour objet de limiter la quantité ou la valeur des importations. Il a essentiellement pour objet de mettre en œuvre la politique de commerce extérieur, selon des critères clairement établis, et de faciliter les démarches relatives aux opérations de commerce extérieur auprès des différentes entités administratives.

5. Le Décret-loi n° 444 de 1967 et la Loi n° 7a de 1991. La Loi n° 7a de 1991 porte établissement du Conseil supérieur du commerce extérieur, organe suprême en la matière, chargé de déterminer le régime d'importation applicable aux différents produits du tarif douanier.

L'article 21 de la Résolution n° 001 de 1995 du Conseil supérieur du commerce extérieur indique quelles importations sont assujetties au régime des licences non automatiques (voir plus haut le paragraphe 2).

Modalités d'application

6. Dans le régime de la licence préalable, il n'y a pas de produit dont l'importation soit soumise à des restrictions, en volume ou en valeur.

En vertu de la Constitution, le gouvernement a l'exclusivité de l'importation des matières premières utilisées dans la fabrication des explosifs, des armes et, de façon générale, des produits à usage uniquement militaire.

7. a) Les demandes d'autorisation d'importation de produits soumis au régime de licence préalable ou non automatique doivent être déposées auprès de la Direction du commerce extérieur du MCIT suffisamment à l'avance, étant donné que le Décret n° 2685 de 1999 établit que, pour être dédouanées, les marchandises doivent être couvertes par une licence d'importation préalable ou non

automatique valable à la date de l'opération douanière. En ce qui concerne les stupéfiants, les demandes doivent être déposées pendant les vingt-cinq premiers jours du mois auprès de la Direction du commerce extérieur du MCIT. Elles sont approuvées au cours des cinq derniers jours du mois.

Conformément au décret précité, dans des cas spéciaux, il est possible de procéder à des livraisons anticipées des marchandises. Les livraisons anticipées sont celles qui sont classées comme urgentes, telles que les livraisons de médicaments ou de marchandises nécessaires pour faire face à des catastrophes naturelles.

b) Lorsque des marchandises qui doivent faire l'objet d'une licence préalable ou non automatique arrivent à la frontière sans que cette condition n'ait été satisfaite, l'importateur peut, à ses frais et à ses risques, déposer une demande de licence préalable auprès du Comité des importations du MCIT. Si la licence est accordée, les marchandises devront être mises sur le marché national dans les deux mois suivant leur arrivée. Dans le cas contraire, l'importateur devra opter pour la réexportation, l'abandon ou la régularisation, prévus dans la législation douanière (Décret n° 2685 de 1999).

c) En règle générale, la période de l'année pendant laquelle une demande de licence peut être présentée n'est pas limitée. Néanmoins, pour permettre un contrôle efficace, en application de la circulaire conjointe de l'INCOMEX (aujourd'hui Direction du commerce extérieur du MCIT) n° 059 et de la Direction nationale des stupéfiants n° 01 du 25 juillet 1995, les importateurs de substances définies comme des précurseurs de stupéfiants dans les Résolutions n° 009 de 1987, n° 007 de 1992 et n° 001 de 1995 du Conseil national des stupéfiants doivent présenter leurs demandes de licences préalables ou de licences non automatiques au Comité des importations du MCIT au plus tard le 25<sup>ème</sup> jour du mois qui précède celui où a lieu l'importation, à condition d'avoir obtenu le certificat attestant l'absence d'antécédent de trafic de stupéfiants délivré par la Direction nationale des stupéfiants.

d) Le Comité des importations du MCIT est habilité à examiner les demandes de licences "préalables" ou non automatiques et à prendre les décisions en la matière. Actuellement, la licence d'importation est délivrée approximativement dans les cinq jours.

Outre le visa indiqué pour les licences automatiques, certaines demandes requièrent le visa d'autres organismes publics, tels que:

- Ministère de la santé, pour les importations d'appareils de radioscopie et de matériel médical et odontologique,
- INVIMA (Institut de surveillance des médicaments et aliments) ou ICA, pour les importations de produits alimentaires et chimiques, selon qu'ils sont destinés aux personnes ou aux animaux,
- Ministère des mines et de l'énergie, pour les demandes d'exonération des droits de douane frappant les biens destinés à la prospection des ressources minières ou des gisements d'hydrocarbures,
- Ministère des mines et de l'énergie, pour les importations de matières radioactives,
- Fonds national des stupéfiants, pour les importations de médicaments soumis à réglementation.

8. Les licences d'importation non automatiques peuvent être refusées s'il n'est pas satisfait aux prescriptions légales ou si les renseignements fournis par l'importateur sont inexacts ou imprécis.

Les refus sont toujours motivés et les requérants peuvent former un recours, conformément aux dispositions du Code relatif au contentieux administratif.

Une fois épuisées toutes les voies de recours devant l'administration publique, si le refus est confirmé, le requérant peut porter l'affaire devant les tribunaux administratifs comme le prévoit le Code relatif au contentieux administratif.

#### Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne physique ou morale, du secteur public ou privé, est habilitée à déposer une demande de licence préalable ou non automatique.

Comme il a déjà été précisé, le gouvernement a l'exclusivité des importations d'armes, de matières premières pour explosifs, d'explosifs, etc. qu'il effectue par l'intermédiaire de l'industrie militaire, conformément aux Décrets n° 2535 de 1993 et n° 1809 de 1994.

10. Les demandes d'importation doivent être présentées sur des formules prévues à cet effet par la Direction du commerce extérieur, au verso desquelles figurent des instructions à l'intention de l'utilisateur.

La Résolution n° 001 de 1995 habilite le Comité des importations du MCIT à déterminer quels documents il faut joindre aux demandes d'importation.

11. Les documents exigés pour l'importation effective sont ceux qui sont indiqués dans le Décret n° 2685 de 1999, à savoir: document d'enregistrement ou licence d'importation, facture commerciale, document de transport, certificat d'origine dans certains cas, documents requis par des dispositions spéciales, pouvoir ou mandat, éventuellement, liste de colisage et déclaration d'importation.

12. La délivrance des licences d'importation est gratuite. En revanche, le formulaire d'importation est délivré moyennant une redevance de 10 dollars EU environ.

13. La délivrance de la licence n'est assortie d'aucune condition de versement d'un dépôt ou de paiement préalable.

#### Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité des licences préalables ou non automatiques est indiquée dans la Résolution n° 001 de 1995 du Conseil supérieur du commerce extérieur. Comme il a déjà été précisé, les articles 17 et suivants de cette résolution fixent une durée de validité automatique de six mois, à compter de la date d'approbation. Dans le cas des biens d'équipement figurant sur la liste établie à cet effet par le Conseil supérieur du commerce, elle est de 12 mois, à compter de la date d'approbation ou d'enregistrement. Les licences relatives à des importations de substances définies comme des précurseurs de stupéfiants ont une durée de validité de trois mois.

Les licences approuvées peuvent être utilisées pendant toute la durée de leur validité, même en cas de changement de régime d'importation, pour tout ou partie des marchandises couvertes.

Les licences d'importation ne pourront être prorogées qu'une fois, pour trois mois au maximum, si la demande en est faite avant l'échéance de la licence et si cela est pleinement justifié. Dans des cas exceptionnels, dûment justifiés, en particulier lorsqu'il s'agit de biens d'équipement de fabrication spéciale ou de produits difficiles à obtenir sur le marché international, en raison d'une pénurie, le Comité des importations peut accorder de nouvelles prorogations pour des périodes successives de trois mois chacune au maximum.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation ou d'utilisation partielle d'une licence.

16. Les licences d'importation peuvent être modifiées, en cas de changement d'importateur, auquel cas la demande à cet effet doit être signée par le cédant et le cessionnaire. Dans le cas spécifique des importations qui sont effectuées uniquement par l'intermédiaire de l'industrie militaire (INDUMIL), les cessions ne sont pas autorisées. En ce qui concerne les substances considérées comme des précurseurs de stupéfiants, toute modification apportée à la licence d'importation doit être visée par la Direction nationale des stupéfiants.

Dans le cas des précurseurs de stupéfiants, les licences d'importation ne peuvent pas être modifiées en ce qui concerne l'importateur, la quantité, le délai d'utilisation de la licence et les produits visés.

17. Non.

#### Autres formalités

18. Non.

19. Il n'incombe pas à la Direction du commerce extérieur, ni plus particulièrement au Comité des importations, de déterminer si les devises nécessaires pour le paiement des importations sont disponibles. Actuellement, des devises sont disponibles à concurrence de la valeur des importations.

---